

CONDITIONS D'ATTRIBUTION SUBVENTION PREVENTION TMS ACTION

Les Subventions Prévention aident au financement d'équipements, de formations et de prestations d'accompagnement pour améliorer la prévention des risques professionnels dans les entreprises de moins de 50 salariés. Ces aides financières proposées par l'Assurance Maladie - Risques Professionnels sont versées par les caisses régionales (Carsat, Cramif ou CGSS/CSS).

Une offre riche et diversifiée de Subventions Prévention est proposée pour répondre aux besoins rencontrés en matière de prévention des risques professionnels. A ce titre, la Subvention Prévention « TMS action » a pour but d'encourager le déploiement de mesures de prévention de l'exposition des salariés aux risques d'apparition de troubles musculo-squelettiques (TMS). L'objectif est de réduire les risques liés aux TMS en aidant les entreprises à s'équiper de nouveaux matériels et d'équipements et à financer des formations pour diminuer les contraintes physiques en particulier lors de manutentions manuelles de charges, d'efforts répétitifs ou de postures contraignantes.

Cette subvention est en vigueur au 1er janvier 2023. Les conditions de son attribution pouvant évoluer, assurez-vous d'avoir pris connaissance de la version en vigueur sur le site ameli.fr/entreprise, site de référence concernant les aides versées par l'Assurance Maladie - Risques Professionnels.

Le terme « Entreprise » employé dans ce document s'entend par toute entité économique employant des salariés (y compris les associations).

Subvention Prévention

C'est une aide financière à destination des petites entreprises qui souhaitent agir en prévention. Pour savoir si vous répondez aux critères d'éligibilité, rendez-vous page 2.

C'est le financement de solutions efficaces en matière de prévention. Avant de réaliser vos investissements, vérifiez que vos souhaits correspondent aux conditions de la subvention décrites en page 3.

C'est une démarche en ligne pour faciliter les demandes de subvention et la transmission des documents. Découvrez le détail des démarches et des documents en page 6 et en annexe 1.



Subvention Prévention

une aide financière à destination des petites entreprises souhaitant s'engager davantage dans une démarche de prévention

1. Une aide financière proposée aux petites entreprises

La Subvention Prévention « TMS action » s'adresse aux entreprises suivantes :

- sociétés et associations (les organismes de la fonction publique sont exclus),
- implantées sur l'ensemble du territoire, en France Métropolitaine et dans les DOM,
- cotisant au régime général de la Sécurité Sociale en tant qu'employeur,
- avec un effectif national compris entre 1 et 49 salariés (selon le SIREN),
- à jour de leurs cotisations accidents du travail et maladies professionnelles.

Précisions sur les documents demandés

Une attestation Urssaf de moins de 6 mois intitulée « Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales » sera demandée.

2. Un soutien aux employeurs souhaitant s'engager davantage dans une démarche de prévention des risques professionnels

L'employeur doit être déjà engagé dans une démarche de prévention des risques professionnels et respecter la réglementation, notamment :

- être adhérent à un service de prévention et de santé au travail (SPST),
- avoir réalisé et mis à jour son document unique d'évaluation des risques (DUER) depuis moins de 1 an (les entreprises de moins de 11 salariés sont exonérées de cette obligation de mise à jour annuelle) et le tenir à disposition de la caisse régionale si celle-ci demande à le consulter,
- ne pas faire l'objet d'une injonction ou d'une cotisation supplémentaire en cours pour l'un de ses établissements,
- informer les instances représentatives du personnel des investissements prévus et de la demande de financement réalisée auprès de la caisse régionale.

Les entreprises engagées dans des programmes nationaux de prévention et accompagnées à ce titre par le réseau des caisses régionales sont particulièrement concernées par ces Subventions Prévention.

Précisions sur les documents demandés

Le formulaire de demande de subvention servira d'attestation sur l'honneur pour ces éléments. L'ensemble des cases correspondantes devront être cochées.

**Si vous n'avez pas de DUER ou s'il n'est pas à jour,
Nous vous invitons à utiliser l'outil en ligne en accès libre :
www.inrs.fr/metiers/oira-outil-tpe.html.**

Subvention Prévention

un soutien financier pour l'acquisition de solutions efficaces en prévention

1. Un financement permettant l'acquisition de solutions efficaces

Les Subventions Prévention permettent de financer uniquement :

- les équipements et/ou les prestations commandés à partir du 1er septembre 2022 et livrés/réalisés à partir du 1er janvier 2023,
- des équipements neufs et devant être la propriété de l'entreprise si l'objet de la subvention est concerné (pas de financement possible par crédit-bail, leasing ou sous la forme d'une location de longue durée),
- les équipements et prestations listés à la suite répondant à l'ensemble des conditions : exigences de conformité et de transmission de justificatifs.

La Subvention Prévention « TMS action » est destinée au financement de l'achat et de l'installation de nouveaux matériels et équipements, visant à réduire les contraintes physiques en particulier lors de manutentions manuelles de charges, d'efforts répétitifs ou de postures contraignantes.

Prérequis pour le financement des équipements :

Cet investissement fait suite obligatoirement à la réalisation d'un diagnostic ergonomique et d'un plan d'actions réalisé par une personne compétente permettant d'objectiver l'achat des équipements.

Le diagnostic et le plan d'actions doivent avoir été réalisés par un prestataire externe ou par un salarié compétent formé par le réseau Assurance Maladie - Risques Professionnels dans l'animation et le pilotage de projet TMS, par exemple : Personne Ressource TMS, Chargé de prévention TMS ou animateur Prévention sectoriel) de l'entreprise dans le respect des principes méthodologiques de l'Assurance Maladie - Risques professionnels relatifs à la prévention des TMS.

Le prestataire externe devra soit être :

- inscrit sur la liste des intervenants en prévention des TMS proposée par la CARSAT, la CRAMIF ou la CGSS, lorsque cette liste existe,
- ergonomiste au sein d'un service de santé au travail, en cas de facturation de la prestation par ce dernier,
- consultant avec des compétences en ergonomie qui seront appréciées au vu du CV du prestataire (expériences et formations) et inscrit comme Intervenant en Prévention des Risques Professionnels (IPRP) auprès de la DREETS,
- intervenant dans le dispositif ADAPT de l'OPPBTB,
- chargé de mission ARACT.



Précisions sur le diagnostic

Les investissements pris en compte (matériels, équipements, formations adaptées) doivent être inscrits dans un plan d'actions issu d'un diagnostic ergonomique conforme à la démarche de l'ED 860 de l'INRS (<https://www.inrs.fr/media.html?refINRS=ED%20860>) des situations de travail concernées. Ce diagnostic devra présenter les points clefs suivants pour permettre l'appréciation du projet d'investissement :

- le contexte de l'entreprise et sa situation en matière d'ATMP et en particulier des TMS (nombre, faits liés aux TMS dans l'entreprise ...)
- les raisons motivant la réalisation d'un diagnostic
- la méthodologie (conditions d'association et de participation des salariés et des instances représentatives du personnel au projet)
- un descriptif précis de l'activité réalisée et des contraintes physiques, organisationnelles associées
- le plan d'actions hiérarchisé et la mise en évidence des impacts sur les situations de travail actuelles en cohérence avec le diagnostic.



Précisions sur les équipements

Les équipements devront être commandés après la réalisation du diagnostic approfondi des situations à risque de TMS et du plan d'actions associé.

Les investissements réalisés doivent conduire à la réduction des contraintes physiques des situations de travail concernées par le risque de TMS en particulier lors de manutentions manuelles de charges, d'efforts répétitifs ou de postures contraignantes. La caisse régionale se réserve le droit de ne pas accorder de subvention pour un équipement, c'est notamment le cas des matériels ne répondant pas à une démarche de prévention des TMS ou présentant un danger (notamment un équipement tranchant/coupant) et occasionnant d'autres risques induits pour les salariés utilisateurs.

Toute demande de financement, au titre de la subvention TMS Action, d'un équipement explicitement éligible à un autre dispositif de subvention prévention couvrant la prévention des TMS, sera obligatoirement orientée vers ce dispositif de subvention particulier. Dans ce cas de figure et dans l'hypothèse où l'équipement ne répond pas aux exigences ou au cahier des charges de cette subvention particulière, l'équipement ne sera pas non plus éligible à la subvention TMS Action.

Pour prendre connaissance de l'ensemble des principes en matière de prévention des TMS, consulter le site internet : <https://www.ameli.fr/entreprise/sante-travail/risques/troubles-musculosquelettiques-tms/demarche-tms-pros> et les documents « Valeurs essentielles et bonnes pratiques de prévention », INRS - ED 902 ; « Les troubles musculo-squelettiques du membre supérieur (TMS-MS) Guide pour les préventeurs », INRS - ED 957.

2. Un soutien financier incitatif à l'action en prévention

Le calcul de la subvention

La subvention correspond à :

- 50 % du montant HT des sommes engagées pour les équipements.

Le montant minimum de subvention est de 1 000 €. Les investissements ne peuvent être subventionnés si la demande ne respecte pas ce plancher.



Précisions sur le financement

Ces montants comprennent l'ensemble des frais associés : frais de port/livraison, d'installation, frais de douanes et écotaxe ou encore frais de déplacement ...

Pour les organismes non assujettis à la TVA, la subvention est calculée sur le montant TTC. Une **attestation de non-assujettissement à la TVA** sera alors demandée.

Les Subventions Prévention versées par l'Assurance Maladie - Risques professionnels ne figurent pas au nombre des aides exonérées. Elles sont ainsi imposables lorsque l'entreprise est assujettie à l'impôt sur les sociétés.

Les cumuls de financements

L'entreprise :

- peut réaliser des demandes pour une subvention donnée pour plusieurs de ses établissements (SIRET) dans la limite de 25 000 €. Une demande est à faire pour chacun des établissements,
- pourra bénéficier de 3 Subventions Prévention de natures différentes au maximum de la part de l'Assurance Maladie - Risques Professionnels sur la période 2023-2027, ceci dans la limite de 75 000 €,
- ne pourra pas obtenir une Subvention Prévention si elle bénéficie d'un contrat de prévention ou en a bénéficié au cours des deux années précédant sa demande,
- ne sollicitera pas une subvention auprès d'un autre opérateur public pour le même investissement.

Subvention Prévention

une démarche en ligne

pour faciliter les demandes de subvention

1. Des demandes prises en compte par ordre d'arrivée selon les budgets disponibles

Il existe deux possibilités pour obtenir des Subventions Prévention. Pour cela, connectez-vous au Compte AT/MP disponible sur le site www.net-entreprises.fr : www.net-entreprises.fr/declaration/compte-atmp.

La demande de réservation en ligne d'une subvention : le demandeur transmet à la caisse régionale les pièces justificatives permettant de réserver le montant de la subvention (formulaire de demande, documents permettant de justifier l'éligibilité de l'entreprise et devis). Après vérification des éléments transmis, la caisse régionale confirme la réservation sous un délai maximum de 2 mois. Les bons de commande des investissements devront ensuite être transmis dans les 2 mois pour valider définitivement la réservation.

Le versement de l'aide financière a lieu après réception puis vérification de pièces complémentaires justifiant l'achat des équipements et/ou des prestations (factures et éléments spécifiques selon les Subventions Prévention). Les demandes jugées recevables sont garanties jusqu'à 6 mois, délai avant lequel le demandeur doit envoyer les documents attendus.

La demande directe en ligne de subvention sans réservation : une demande directe peut être faite en ligne en y joignant l'ensemble des pièces justificatives nécessaires à la demande et au versement de l'aide financière (formulaire de demande, documents permettant de justifier l'éligibilité de l'entreprise, bons de commande, factures et éléments spécifiques selon les Subventions Prévention). Dans ce cas, le versement de la subvention sera possible dans la mesure où des budgets restent disponibles. La demande devra être réalisée l'année de l'investissement.

Les budgets annuels étant limités, une règle privilégiant les demandes selon l'ordre chronologique d'arrivée est appliquée, il est donc fortement conseillé d'opter pour la réservation en ligne.

Les pièces justificatives nécessaires au traitement de la demande sont détaillées en **annexe 1**.

Demande de réservation en ligne



Demande directe de subvention en ligne

Demande en ligne sur le compte AT/MP via Net-entreprises.fr grâce au formulaire de demande et l'envoi des pièces justificatives permettant le versement de la subvention




Vérification des pièces justificatives et des critères d'éligibilité permettant le versement de la subvention



Versement de la subvention



 Action à réaliser par l'entreprise

 Action à réaliser par la Caisse

2. Les engagements de la caisse régionale et du bénéficiaire de la subvention

Les engagements de la caisse régionale


La caisse régionale s'engage à aider financièrement l'entreprise sans qu'il puisse toutefois en résulter une quelconque mise en cause de sa responsabilité, l'entreprise assumant seule les conséquences de toute nature de ses investissements et ses actions en matière de prévention. Dans le cas de problèmes de prévention rencontrés sur un équipement, la caisse régionale se réserve le droit de refuser de le subventionner.

Les engagements du bénéficiaire de la subvention

L'entreprise s'engage à répondre aux différentes sollicitations de la caisse régionale (courrier, enquête-questionnaire, programme, visite in situ ...).

Dans le cadre de la politique de lutte contre les fraudes, le présent dossier est susceptible de faire l'objet de visites sur site après versement de l'aide financière par les agents des caisses régionales qui exigeront de vérifier l'effectivité des investissements, des formations et des prestations réalisées ainsi que les justificatifs originaux et les éléments liés aux attestations sur l'honneur. Si l'équipement est non monté, non installé, ou s'il n'est pas visible, si les prestations n'ont pas été réalisées, ou si les déclarations sur l'honneur se révélaient erronées, la caisse régionale demandera par voie de contentieux le remboursement de la totalité de la subvention accordée et pourra appliquer une pénalité financière ou déposer plainte pénale en cas de fraude avérée.

La caisse régionale peut également procéder à des mesures afin de vérifier la conformité de l'installation avec le cahier des charges. L'entreprise s'engage donc à ne pas revendre l'équipement pour lequel elle a bénéficié d'une Subvention Prévention durant un an à compter de la livraison de l'équipement, à défaut son remboursement pourra être exigé.

 Annexe 1 : les pièces justificatives	Avec réservation			Sans réservation
	Réservation	Bon de commande	Versement	Versement
Pièces justificatives pour l'ensemble des Subventions Prévention				
Formulaire de demande de subvention	X			X
Attestation Urssaf intitulée « Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales » devant dater de moins de 6 mois	X			X
Attestation de non assujettissement à la TVA si l'entreprise est concernée	X			X
RIB en format électronique en PDF Si la raison sociale du RIB est différente de celle de l'établissement, apposer le cachet de l'entreprise	X			X
Copie du ou des devis détaillé(s)	X			
Copie du ou des bons de commande(s)		X		X
Duplicata ou copie de la ou des facture(s) et devant comporter les éléments suivants : - nom du fournisseur et son SIRET, - nom de l'entreprise, - référence de la facture, - date de la facture, - désignation de la prestation (avec, pour chaque élément, le libellé, la quantité, le montant unitaire et le montant HT), - les montants de TVA, de remises éventuelles, le montant total et des acomptes déjà versés avec les dates de paiement (fournir les factures de paiement d'acomptes si les acomptes ne sont pas mentionnées sur la facture finale).			X	X
Copie du ou des bon(s) de livraison uniquement pour les équipements subventionnés			X	X
Extraits des relevés bancaires avec l'identité du titulaire du compte, l'IBAN et les montants de l'investissement apparents les lignes concernant les autres opérations peuvent être masquées			X	X
Pièces complémentaires pour la Subvention Prévention « TMS action »				
Diagnostic ergonomique daté conforme à la démarche de l'ED 860 de l'INRS et le plan d'actions daté issu de ce diagnostic, détaillant les solutions à mettre en œuvre (formation, cahier des charges des solutions techniques, mesures organisationnelles) qui incluent les investissements pouvant être subventionnés	X			X
Document type relatif à la réalisation du diagnostic et du plan d'action (annexe 2) dûment rempli et visé par le chef d'entreprise, incluant : - le nom et la fonction du salarié compétent en prévention des TMS ou les coordonnées du prestataire externe ayant réalisé le diagnostic conforme à la démarche de l'ED 860 de l'INRS et le plan d'actions. - une attestation sur l'honneur du respect des principes méthodologiques de l'Assurance Maladie - Risques Professionnels relatifs à la prévention des TMS - un tableau de synthèse des investissements sollicités pour l'aide	X			X
Modèle de plan d'actions complété par le chef d'entreprise (annexe 2)	X			X



Les documents doivent être enregistrés dans des PDF séparés et transmis en une seule fois à chaque étape de la demande.

La caisse régionale se réserve le droit de demander tout autre document nécessaire à l'instruction du dossier.

Annexe 2 : les documents types à compléter

Document type relatif à la réalisation du diagnostic et du plan d'actions

Raison sociale :
Adresse :
Adresse e-mail :@.....
SIREN.....

Je soussigné(e)

Nom :
Prénom :
Fonction¹ :

1- **Déclare sur l'honneur** avoir confié la réalisation du diagnostic conforme à la démarche de l'ED 860 de l'INRS, des situations de travail et du plan d'actions issu de ce diagnostic, objets de la présente subvention Prévention à :

- Un salarié compétent² de l'entreprise

Nom :
Prénom :
Fonction:.....
Compétences en prévention des TMS (préciser également le type de formation) :

.....
Précision : La caisse se réserve le droit de revenir vers l'entreprise pour avoir des précisions et questionner ces éléments.

- Un prestataire externe

Nom :
Prénom :
Fonction:.....
Compétences en prévention des TMS (préciser également le type de formation) :

Rappel 1 : le prestataire externe devra être :

- inscrit sur la liste des intervenants en prévention des TMS proposée par la CARSAT, la CRAMIF ou la CGSS, lorsque cette liste existe,
- ergonome au sein d'un service de santé au travail, en cas de facturation de la prestation par ce dernier,
- consultant avec des compétences en ergonomie qui seront appréciées au vu du CV du prestataire (expériences et formations) et inscrit comme Intervenant en Prévention des Risques Professionnels (IPRP) auprès de la DREETS,
- intervenant dans le dispositif ADAPT de l'OPPBTP,
- chargé de mission ARACT.

Rappel 2 : le diagnostic conforme à la démarche de l'ED 860 de l'INRS et le plan d'actions issu de ce diagnostic détaillant les solutions à mettre en œuvre (formation, cahier des charges des solutions techniques, mesures organisationnelles) ont été réalisés dans le respect des principes méthodologiques de l'Assurance Maladie - Risques Professionnels relatifs à la prévention des TMS³. Ils doivent conduire à la réduction des contraintes physiques des situations de travail concernées, en particulier lors de manutentions manuelles de charges, d'efforts répétitifs ou de postures contraignantes.

Rappel 3 : La réalisation du diagnostic ergonomique et d'un plan d'actions permettant d'objectiver l'achat des équipements et le besoin de formations doit être obligatoirement daté et antérieur aux investissements de l'entreprise (date de commande)

¹ Attestation obligatoirement signée par l'un des représentants légaux de l'entreprise

² La caisse se réserve le droit de revenir vers l'entreprise pour avoir des précisions et questionner ces éléments.

³ Pour prendre connaissance de ces principes, consulter le site internet TMS Pros (<https://www.ameli.fr/entreprise/sante-travail/risques/troubles-musculosquelettiques-tms/demarche-tms-pros>) et les documents « Valeurs essentielles et bonnes pratiques de prévention », [INRS – ED 902](#); « Les troubles musculo squelettiques du membre supérieur (TMS-MS) Guide pour les préventeurs », [INRS – ED 957](#)

Modèle de plan d'actions

Date d'élaboration du plan d'actions :

Raison sociale du prestataire :

Siret :

Personne en charge du suivi du Plan d'Actions :

Nom :

Prénom :

Fonction :

Lister de manière hiérarchisée les actions préconisées par l'intervenant ayant réalisé le diagnostic et la décision de la direction de votre l'établissement

Problème rencontré (Origine)	Pistes d'actions préconisées dans le diagnostic	Action retenue ? Oui/Non	Si action non retenue, justification de la décision	Echéance

Exemple de plan d'actions :

Problème rencontré (Origine)	Pistes d'actions préconisées dans le diagnostic	Action retenue ? Oui/Non	Si action non retenue, justification de la décision	Echéance
Manipulation manuelle de charges lourdes	Supprimer la manutention manuelle par la mise en place d'une aide à la manutention : mise en place d'une potence avec manipulateur à ventouses	Oui		10/02/2022
Implication faible des salariés sur la prévention des TMS	Former les salariés à la prévention des TMS : - comprendre comment une situation de travail peut être à risque de TMS, - participer à l'amélioration de ses conditions de travail	Oui		06/06/2022
Machine engendrant des ports de charges lourdes	Changer d'équipement : de nouvelles évolutions techniques permettent de ne plus porter les charges au poste de travail	Non	Non retenu car le coût est trop important. Voir pour un investissement ultérieur. Problématique prise en compte avec l'aide à la manutention proposée	